

- 23 septembre Simon Reisman quitte la table des négociations en déclarant : "J'ai suspendu les négociations parce que les États-Unis ne répondent pas sur des points essentiels pour le Canada." Le Premier ministre déclare à la Chambre des communes : "Le Canada a fait tout en son pouvoir pour conclure cet arrangement, c'est maintenant aux États-Unis de bouger." Les premiers ministres des provinces sont informés par téléphone de la suspension des négociations.
- Le représentant au Commerce Yeutter affirme : "Nous sommes prêts à reprendre les pourparlers et à négocier 24 heures sur 24 s'il le faut pour parvenir à un accord avant la date limite."
- 21-23 septembre Vingt-deuxième séance de négociations (Washington).
- 21 septembre Les négociations se poursuivent à Washington.
- 19 septembre Le ministre des Finances Wilson et le chef de Cabinet Burney rencontrent le secrétaire au Trésor Baker à Washington pour faire le point des négociations.
- 14 septembre Rencontre des premiers ministres à Ottawa. Le Premier ministre indique que d'importants obstacles restent à surmonter mais qu'un accord est encore possible.
- 10-11 septembre Vingt et unième séance de négociations (Washington).
- 26-29 août Rencontre annuelle des premiers ministres des provinces à Saint-Jean (Nouveau-Brunswick). Ceux-ci exhortent le gouvernement fédéral à user de tous les "moyens stratégiques" dont il dispose pour contrer le "harcèlement" commercial auquel se livrent les États-Unis. Ils affirment que le principal objectif des négociations est "de nous assurer l'accès au marché américain".
- 25 août Le Conseil économique du Canada publie sa toute dernière étude sur le libre-échange. Il y conclut qu'un accord pourrait mener à la création de 189 000 à 350 000